

Communiqué de presse

Montreuil, le 15 septembre 2022.

La Fédération CGT Santé et Action Sociale ne se rendra pas à la prochaine réunion du comité de suivi de la mission flash sur les urgences

Lors des réunions des 4 et 30 août derniers, nous avons bien compris la volonté du ministre de la Santé de généraliser et pérenniser les mesures exceptionnelles mises en place cet été dans plusieurs hôpitaux à partir des recommandations de la mission flash, au travers du Conseil National de la Refondation et du PLFSS 2023.

Nous n'avons pas cessé de faire état des difficultés des personnels, des dysfonctionnements majeurs et de la remise en cause de l'accès aux soins provoquée par ces mesures, mettant en danger la population.

Les propos publics du Ministre François Braun affirmant que l'été avait été moins catastrophique que prévu sont insupportables. Nous venons d'apprendre un nouveau drame aux urgences de Strasbourg, où un patient est décédé après avoir passé plus de 20 heures sur un brancard.

Combien de situations comme celle-ci faudra-t-il encore que nos collègues endurent par manque de moyens et par manque de lits ?

Comme nous l'avons exposé au mois d'août, nous estimons que ce n'est pas d'un comité de suivi des fonctionnements en mode dégradé dont l'hôpital public et ses personnels ont besoin, mais de l'ouverture de véritables négociations pour développer dans nos services des fonctionnements de qualité. Nous demandons à nouveau une réponse aux revendications immédiates des personnels pour faire revenir nos 180 000 collègues épuisés qui ont quitté récemment l'hôpital, et garder ceux qui tiennent encore... pour combien de temps ?

Il est urgent :

- **D'annoncer un plan national de formation et de recrutement. La CGT a chiffré un besoin de 100 000 postes pour l'hôpital public, 200 000 dans les EHPAD, 100 000 dans le secteur social et médico-social.**
- **De réintégrer nos collègues suspendu.e.s**
- **De titulariser les 250 000 contractuel.le.s de la Fonction publique hospitalière et les médecins PADHUE (aujourd'hui menacés d'être expulsés de notre système de santé)**
- **D'augmenter les salaires de manière significative, ainsi que les indemnités de nuit, de dimanches et jours fériés. De plus en plus de nos collègues ne peuvent plus vivre avec des grilles de salaires nivelées vers le bas.**
- **D'annoncer l'arrêt des plans de restructurations d'établissements, l'arrêt des fermetures de lits et de services, et l'annulation des plans de retour à l'équilibre qui continuent à asphyxier le budget des hôpitaux.**

Pour conclure, puisqu'aucune réponse n'est donnée aux revendications des personnels, qu'il n'y a pas de discussion, tout étant déjà ficelé, nous nous déclarons en désaccord avec l'orientation sciemment prise par le gouvernement qui conduit à de nouveaux drames.

Nous continuons à nous mobiliser avec nos syndicats pour faire gagner leurs légitimes revendications aux salarié.s afin d'améliorer leurs conditions de travail, ainsi que l'offre sanitaire, médico-sociale et sociale pour l'ensemble de la population.